

15 décembre 2023

État des lieux des négociations sectorielles

Après une troisième séquence de grève exercée en Front commun, après des déclarations mal avisées du premier ministre et de la présidente du Conseil du trésor, il est devenu nécessaire de faire le point avec vous et de vous donner l'état des lieux des négociations à la table sectorielle de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ-QPAT).

Vous avez été nombreux sur les lignes de piquetage lors des derniers jours. Votre mobilisation exemplaire a soutenu et dynamisé nos équipes de négociation, tant pour la FSE-CSQ et l'APEQ que pour le Front commun. Nous vous remercions du fond du cœur pour cet engagement envers l'amélioration de vos conditions de travail et, par le fait même, les conditions d'apprentissage de vos élèves.

L'exercice de cette séquence de grève aura provoqué des ajustements, d'abord avec la mise en place d'une seule table sectorielle ainsi que le changement du porte-parole patronal, entraînant une accélération des rencontres avec un ton différent. Ceci nous apparaît un signal positif indiquant une volonté de passer à une autre étape dans les pourparlers.

Et pourtant...



Il y a du travail aux tables, oui, mais on est quand même encore loin d'une entente satisfaisante. Rien de ce qui nous est proposé ne permet de régler la crise dans laquelle on se trouve après 20 ans de désengagement de l'État et de compressions dans notre réseau. Rien de ce qui nous est proposé ne suffirait non plus pour attirer et retenir le personnel enseignant qualifié qui aspire seulement à pouvoir enseigner dans des conditions favorables.

Le gouvernement nous a demandé de revoir notre demande. Nous l'avons fait à la fin d'octobre, puis encore une fois la semaine dernière. Aux appels du premier ministre et de la présidente du Conseil du trésor à faire preuve de souplesse et de flexibilité quant à l'affectation du personnel enseignant, nous avons proposé une voie de passage pour les affectations de juin. Chaque fois, on nous faisait miroiter que des mouvements de notre



part permettraient de faire avancer les travaux dans le sens de nos priorités. Rappelons-le, celles-ci sont la composition de la classe, l'allègement de la tâche et la rémunération.

Malheureusement, la partie patronale reste inflexible et ne donne pas suite à ses engagements. Nous ne sommes pas dupes de la stratégie gouvernementale. Nous avons revu nos demandes, il serait juste d'attendre de nos vis-à-vis qu'ils y répondent positivement.

Force est de constater qu'en date du 15 décembre, ils n'ont toujours pas livré la marchandise.

Évidemment, nous maintenons notre objectif d'améliorer votre quotidien de façon significative. Forts de vos mandats, nous n'entendons pas convenir d'une entente au rabais. Nous continuons à déployer tous les efforts en vue d'un règlement satisfaisant avant les Fêtes. À défaut d'y arriver, nous n'écartons pas la possibilité de devoir poursuivre la lutte à partir de janvier. Il est clair pour nous que la balle est dans le camp du gouvernement qui, au-delà de ses beaux discours publics, doit maintenant passer aux actes.

Composition de la classe

« Je suis prêt à tout faire. Il n'y a rien de plus important que nos enfants, donc on doit arrêter cette grève. Ça va nuire à la réussite de nos enfants. Il y a eu déjà la pandémie. Donc, il faut arrêter ça. S'il vous plaît, je demande à tous les syndicats d'enseignants d'arrêter les grèves » - François Legault, La Presse, 1^{er} décembre

Prêt à tout faire, M. Legault?

Pour en arriver à un règlement, il faudrait commencer par donner des mandats pour améliorer la composition de la classe!

Nous voulons que les sommes investies permettent de la souplesse dans les milieux, notamment par l'ouverture de groupes supplémentaires, la pondération à priori de davantage de catégories d'élèves et l'ajout de soutien.

Dans les faits, on nous parle plutôt d'offrir du soutien à des groupes mal composés.

- Au primaire, on nous propose principalement des aides à la classe, et ce, pour environ 10 heures par semaine pour seulement la moitié des classes d'ici la fin de la convention collective. Par ailleurs, les aides à la classe ne sont aucunement une réponse aux problèmes liés à la composition de la classe. Elles visent plutôt à alléger la tâche.
- Quant au secondaire, on nous propose de laisser les CSS et CS déterminer l'utilisation des sommes offertes!
- Nous constatons une fermeture totale à nos solutions et absolument rien en réponse à nos demandes au préscolaire.

Allègement de la tâche

« Ça va bien, très bien, les négociations avec les enseignants. On se parle de la lourdeur de la tâche, de comment on peut ajouter des gens dans les classes. Ça va très bien. Puis moi, j'ai bon espoir que tous les enfants vont retourner à l'école dès le lundi qui vient »
- François Legault, Journal de Québec, 13 décembre

Nos principales demandes quant à l'allègement de la tâche font l'objet d'un refus catégorique. Sur la tâche, nous explorons des pistes alternatives, mais les réponses patronales sont bien en deçà de nos attentes.

Rémunération

« Je considère présentement qu'on a tout sur la table, tous les éléments essentiels pour trouver un règlement le plus rapidement possible. Je vous dirais que la fin de la semaine, c'est réaliste d'y penser » - Sonia LeBel, La Presse, 13 décembre

« La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a de son côté affirmé qu'une entente était à « portée de main », même si « des choses restent à discuter » et « qu'il y a du travail à faire » - Le Devoir, 13 décembre

On constate certaines avancées intéressantes sur le plan de la rémunération, particulièrement pour nos enseignantes et enseignants à statut précaire, mais il manque encore des « gros bouts », et il reste du travail à faire pour en arriver à un résultat à présenter en assemblée générale.